



**Aux origines
de la Haute école
de travail social
de Genève**

«L'éducation des femmes a souffert trop longtemps du fléau de la superficialité, et si dans un domaine aussi important l'on veut faire quelque chose, il faut le faire bien tout de suite.»

(Töndury, 1918, pp. 25-26)



Rue de l'Athénée, 1909 © Bibliothèque de Genève

Introduction

Le 22 octobre 1918, l'Ecole d'études sociales pour femmes de Genève ouvrait officiellement ses portes au Palais de l'Athénée. La majorité des écoles sociales créées à cette période en Europe, aux Etats-Unis et même en Suisse, l'ont été à l'initiative de femmes. L'école sociale de Genève est, au contraire, initiée par un homme, Hans Töndury, universitaire à Genève. Sa vision: offrir une formation professionnelle de qualité aux femmes se destinant à une carrière sociale. Plus largement, doter les femmes de connaissances civiques et éveiller leur sens du devoir social afin qu'elles servent au mieux la collectivité. Son initiative s'inscrit dans un contexte de professionnalisation de l'assistance et d'émancipation féminine. La professionnalisation est rendue nécessaire devant les difficultés de la charité traditionnelle à aider un nombre grandissant de personnes en situation de paupérisation; l'émancipation des femmes, quant à elle, se déploie dans un monde en pleine mutation qui voit la place de celles-ci évoluer, tant dans la société que dans le monde du travail.

Le contexte

1918, carrefour d'événements majeurs

L'année de la création de l'Ecole d'études sociales pour femmes de Genève coïncide avec plusieurs événements historiques majeurs. 1918 signe en effet la fin de la Première Guerre

4 mondiale, se voit frappée de la plus grande pandémie de l'histoire moderne et connaît l'une des plus graves crises politiques et sociales que la Suisse ait connues.

Bien que neutre, la Suisse, a fortiori Genève, subit les effets de la Première Guerre mondiale, qui se déroule à ses frontières et qui prendra fin grâce à l'armistice entre la France et l'Allemagne, signé le 11 novembre 1918. Durant la guerre, le pays dépend des importations de matières premières, de même que des exportations auxquelles il doit sa prospérité. Les entrepreneurs et industriels actifs dans la mécanique et la chimie réorientent leur production vers l'armement, qu'ils n'hésitent pas à vendre aux belligérants des deux fronts. Si ce commerce de guerre leur est profitable, il n'en va pas de même pour la classe ouvrière et les paysans, dont la situation ne cesse de se précariser. Ils voient leurs conditions de vie et de travail se dégrader, leur salaire baisser alors que l'indice des prix à la consommation est en hausse.

Ce fossé social se cristallise lors de la grève générale de novembre 1918, qui constitue l'une des plus graves crises politiques et sociales de l'histoire de l'Etat fédéral helvétique. Initiée par les organisations ouvrières, qui y voient un moyen de pression politique, la grève générale est suivie par près de 250 000 ouvriers, majoritairement en Suisse alémanique. En Suisse romande et au Tessin, la participation reste marginale, du fait de l'armistice qui vient d'être annoncé. Du 12 au 14 novembre, l'économie suisse

est à l'arrêt. Plusieurs revendications sont émises par les grévistes, dont certaines seront mises en œuvre dans les années qui suivent : élection du Conseil national au système proportionnel; semaine de travail de 48 heures; application d'une assurance vieillesse et survivants – qui deviendra réalité en 1948; suffrage féminin – lequel entrera en vigueur à Genève en 1960, soit onze ans avant son application au niveau fédéral. Se creusent deux autres fossés : l'un politique, entre une gauche sous influence bolchévique que beaucoup craignent et une droite conservatrice qui tient au maintien de l'ordre bourgeois; l'autre culturel, prémices du *Roestigraben* entre une Suisse alémanique sensible à la vision allemande et une Suisse romande plus proche culturellement des Alliés.

Une troisième menace, d'ordre sanitaire, surgit la même année : la pandémie de grippe espagnole, qui se répand dès juillet 1918 et dure jusqu'à juin 1919, restera d'une ampleur inégalée. Elle entraîne dans son sillage entre vingt et quarante millions de morts, soit plus que ceux engendrés par la Grande Guerre. En Suisse, elle touche environ deux millions de personnes, près de 40% de la population, et emporte 25 000 personnes. Genève n'est pas en reste avec 1155 décès sur les 176 000 habitants que compte alors le canton. La pandémie perturbe l'ensemble de l'activité socio-économique, administrations et écoles comprises.

La professionnalisation de l'assistance

La guerre, avec ses neuf millions de morts et plus de quinze millions de mutilés, l'accroissement démographique – Genève voit sa population passer de 83 000 habitants en 1860 à près de 132 000 personnes en 1920 – et l'industrialisation constituent autant de facteurs de paupérisation. Le bénévolat et la philanthropie, sur lesquels reposait jusqu'alors l'assistance, montrent leurs limites alors que la politique sociale fédérale n'en est qu'à ses balbutiements. Des sociétés d'utilité publique voient le jour; des philanthropes acquis aux idées hygiénistes mettent en place des dispositifs médico-sociaux, asiles pour vieillards ou orphelinats. En parallèle, des écoles à visée sanitaire et pédagogique sont créées, comme l'école d'infirmières Le Bon Secours en 1905 ainsi que l'Ecole des sciences de l'éducation – Institut Jean-Jacques Rousseau en 1912.

L'idée de faire de même en matière d'assistance semble dès lors bienvenue. Elle fait suite à un mouvement de professionnalisation de l'assistance entamé aux Etats-Unis avec la création de la New York Summer School for Applied Philanthropy en 1898, puis ayant gagné les principales capitales européennes – Amsterdam, Londres, Paris, Berlin – au tout début du XX^e siècle. En 1918, l'Ecole d'études sociales pour femmes de Genève est initiée par un jeune professeur de l'Université de Genève, Hans Töndury. Deux autres écoles sociales voient le jour en Suisse à cette même période : la Sozial-Caritative Frauenschule à Lucerne

en 1918 et, en 1920, la Soziale Frauenschule à Zurich.

Le féminisme

Dès le début du XIX^e siècle, le féminisme suisse éclot par l'engagement philanthropique de femmes bourgeoises et protestantes dans les domaines de la bienfaisance et de l'éducation. Sans droits politiques, l'action associative leur permet de faire entendre leurs voix et leurs revendications, notamment suffragistes. Les associations féminines, qu'elles soient syndicales, bourgeoises ou confessionnelles, se multiplient. Lors d'un recensement commandé par le Conseil fédéral en 1893, on en dénombre près de 5 700.

Au début du XX^e siècle, beaucoup de femmes, majoritairement issues des classes populaires, travaillent : en usine ou en atelier dans les régions urbaines, au sein d'une exploitation agricole dans les régions rurales. Ces activités, souvent répétitives, nécessitent peu ou pas de formation, laquelle est au besoin dispensée sur le tas. La formation professionnelle à destination des femmes n'est alors qu'à l'état embryonnaire. Il existe, certes, quelques écoles privées et ménagères, l'émergence des secondes étant encouragée par un arrêté fédéral prévoyant leur subventionnement. Mais prime encore l'idée qu'il s'agit de limiter l'éducation des femmes au strict service de leurs rôles d'épouse et de mère. On observe toutefois une ouverture progressive de nouvelles formations professionnelles aux femmes, notamment celles d'institutrice dès 1837, d'infirmière dès 1859 et de jardinière

6 d'enfants dès 1878. Cependant, ces professions restent majoritairement réservées aux jeunes femmes issues de la bourgeoisie.

Les ambitions

Pour Hans Töndury, l'école d'études sociales pour femmes doit répondre aux problématiques de l'époque. Il publie en 1918 un petit ouvrage intitulé *L'Ecole suisse d'études sociales pour femmes*, qui précise l'ambition plurielle de son projet: offrir aux femmes suisses une formation scientifique permettant d'accéder à un métier leur garantissant autonomie financière et indépendance.

Une ambition pour les femmes

Hans Töndury fait le constat de la participation grandissante des femmes à la vie économique et souhaite qu'il en soit de même sur les plans politique et social. Mais, à son sens, cela ne peut se faire sans leur donner une éducation civique de qualité.

Au point de vue principe l'on ne peut donc qu'encourager l'effort actuel en faveur du vote féminin; au point de vue pratique cependant, un grand danger résulte du fait que bon nombre de personnes non initiées aux affaires publiques obtiendront le droit de vote et pourraient facilement devenir la proie des idées extrêmes ou par trop simplistes qui troublent aujourd'hui tant d'esprits. Si l'on veut éviter ce danger, l'enseignement civique pour femmes devient une nécessité (Töndury, 1918, p. 16).

Cette éducation civique et la préparation morale qui en découle permettront aux femmes de se forger un jugement équilibré et d'exprimer leur opinion personnelle. L'idée étant d'éveiller leur sens de la justice et du devoir social afin de le mettre au service de la collectivité, au sein du ménage familial ou dans le cadre d'une activité sociale professionnelle.

Aux femmes se destinant à une carrière sociale, Töndury souhaite offrir une instruction spécifique, à la fois théorique et pratique, qui soit aussi proche que possible du terrain. Dans son opuscule, il présente quatre catégories de professions qu'il estime particulièrement adaptées aux femmes, dans lesquelles leurs qualités «naturelles» seraient valorisées: I] Directrices et gouvernantes d'établissements de l'assistance publique, d'asiles, de homes d'enfants, d'hôpitaux, d'hôtels et de pensions; II] Femmes s'occupant de la jeunesse, au point de vue pédagogique ou social; III] Fonctionnaires d'activités sociales de tous genres, sur les plans de la philanthropie et des intérêts féminins; IV] Maîtresses de l'enseignement ménager et des sciences économiques dans les écoles supérieures et professionnelles de filles.

Une ambition nationale

Dans le but de renforcer la cohésion nationale et de dépasser les antagonismes entre Suisse romande et Suisse alémanique, Hans Töndury souhaite fonder une école accueillant des élèves de tout le pays. Pour ce faire, il s'adjoint la participation de plusieurs

personnalités d'origine alémanique au sein du comité de patronage. L'importante promotion qui est par ailleurs menée pour faire connaître l'école outre-Sarine porte ses fruits puisque, dès son ouverture, près d'un tiers des élèves inscrites proviennent de cette région; ce, alors que les écoles sociales pour femmes de Lucerne (d'influence catholique) et de Zurich sont fondées respectivement en 1918 et en 1920.

Une ambition scientifique

Pour Töndury, la mission scientifique de l'école doit porter sur deux axes principaux. Premièrement, au-delà des cours généraux et professionnels qu'elle dispense, l'école d'études sociales pour femmes doit devenir un centre de compétences menant des enquêtes et des recherches scientifiques sur les questions féminines. Secondement, elle doit offrir des études scientifiques aux femmes souhaitant mener une carrière sociale. De manière complémentaire au bagage essentiellement intellectuel qu'offre l'université, il souhaite proposer une formation alliant théorie et formation pratique, permettant aux élèves de se confronter directement au terrain professionnel. Les exigences posées pour l'obtention du diplôme, à savoir un stage pratique d'un an et la rédaction d'un travail de diplôme, participent de cette visée.

Il y aura d'un côté l'université, institution de recherches scientifiques, avec son enseignement purement théorique; de l'autre, l'école d'études sociales pour femmes dont l'enseignement, basé sur le travail scientifique, aura surtout

une tendance technique et pratique. De cette manière, il y aurait non seulement une division nettement délimitée du travail, mais aussi la possibilité d'une coopération active (Töndury, 1918, pp. 33-34).

7

La mise en œuvre

En 1916, Hans Töndury présente dans la revue suisse alémanique *Schweizerland* son projet d'école d'études sociales pour femmes de Genève. En 1917, dans le prolongement d'une séance de présentation publique à l'Université de Genève, un comité d'initiative – qualifié également de comité de patronage – se constitue dans l'objectif de fonder l'école selon les principes proposés par Töndury.

Le comité de patronage

Le comité de patronage rassemble plus d'une trentaine de personnalités genevoises, romandes et alémaniques actives dans les cercles universitaire, protestant et féministe, pour la plupart issues de la bourgeoisie. Un tiers des membres sont actifs dans le milieu intellectuel et universitaire. Töndury a d'emblée prévu de valoriser les complémentarités et les collaborations entre institutions de formation déjà établies et l'école en création. Dès lors, il n'est pas surprenant de retrouver dans le comité de patronage, outre plusieurs professeurs de l'Université de Genève, Edouard Claparède et Pierre Bovet, respectivement fondateur et directeur de l'Ecole des sciences de l'éducation – Institut Jean-Jacques

8 Rousseau, de même qu'Eugène Choisy, fondateur de l'Institut des ministères féminins, avec lequel l'école collaborera étroitement. Autre caractéristique notoire, la majeure partie des membres du comité de patronage sont de confession protestante, certains étant théologiens ou pasteurs.

Chose pour le moins inhabituelle pour l'époque, mais symptomatique de la démarche, la proportion de femmes dans le comité de patronage est proche de 40%, avec la présence de douze femmes pour dix-neuf hommes. Outre la participation d'Emilie Gourd, dont il est fait le portrait ci-après, citons celles de Pauline Chaponnière-Chaix qui, depuis son veuvage, se consacre presque exclusivement à des activités sociales et féministes et de Nelly Schreiber-Favre, première femme admise au barreau genevois en 1906. Egalement parmi les membres masculins, l'on compte des féministes engagés, tels André de Maday et Auguste de Morsier. Le féminisme prôné par Hans Töndury et les membres du comité de patronage peut être qualifié de réformateur : il vise l'amélioration de la condition féminine par l'octroi de droits civiques et politiques.

En outre, il convient de relever la relative jeunesse qui caractérise les membres du comité de patronage, plusieurs de ses membres influents ayant une quarantaine d'années.



Hans Töndury (1883-1938)

Hans Töndury est âgé de seulement 34 ans quand il initie le projet d'école; il est allemand d'origine grisonne, protestant, universitaire, féministe et suffragiste. Après des études de théologie, d'économie politique et de droit ainsi que l'obtention d'un double doctorat en droit et en philosophie, il devient professeur à la Haute école de sciences commerciales de Saint-Gall (1910-1915) puis prend la direction de la nouvelle chaire d'économie commerciale de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève (1915-1928). Il officiera également pour la Confédération dans les services consulaires. De 1928 jusqu'à son décès en 1938, il sera professeur de gestion d'entreprise à l'Université de Berne.

Portrait d'Hans Töndury © Photo L. Pricam, Genève in *La Patrie Suisse*, n° 959 (26 sept. 1928)

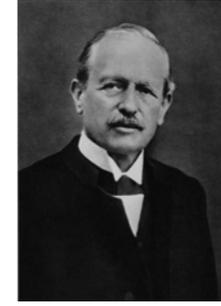
Portrait d'Emilie Gourd, 10 juin 1920 © Bibliothèque de Genève

Portrait d'Eugène Choisy © Bibliothèque de Genève



Emilie Gourd (1879-1946)

Issue de la grande bourgeoisie protestante genevoise, Emilie Gourd suit des cours de lettres à l'Université de Genève. Sa prise de conscience de la question du suffrage féminin la conduit à s'engager activement pour la cause féministe et féminine. Elle assure la présidence des associations genevoise et suisse pour le suffrage féminin et fonde le journal *Le Mouvement féministe*, qu'elle dirigera jusqu'à la fin de sa vie (nommé *L'Emilie* depuis 2001). Emilie Gourd a pris une part active à la fondation de l'école, en assurant la vice-présidence du comité directeur de mars à novembre 1918, date de sa démission à la suite du conflit concernant la situation financière de l'école. Elle y donnera tout de même plusieurs cours et conférences.



Eugène Choisy (1866-1965)

Pasteur et fils de pasteur, docteur en théologie, Eugène Choisy est professeur d'histoire ecclésiastique à la Faculté autonome de théologie de l'Université de Genève. Egalement fondateur du Musée de la réformation, il crée en 1918 l'Institut des ministères féminins, qui vise à délivrer à des femmes un certificat d'études bibliques leur permettant de postuler à des emplois de catéchistes ou de secrétaires de paroisse ou société missionnaire. Fortement impliqué dans la formation professionnelle et l'instruction des femmes, Choisy est également président de la Fédération des églises protestantes de Suisse de 1930 à 1941. Il assure la présidence du comité directeur de l'école entre 1933 et 1942.

Marie Walter (1874-1950)

9 Marie Walter a dirigé l'école de 1918 à 1922. Soutien de la première heure de la démarche de Hans Töndury, avec son mari, le pasteur Paul Walter, elle devient trésorière de l'association de l'école lors de sa fondation. En 1918, pour pallier l'absence de la directrice nommée, Marie Walter propose d'assumer la direction *ad interim* de l'institution naissante. Elle organise le quotidien de l'école et fonde son internat – qui sera renommé Foyer de l'école – afin de bénéficier d'une subvention de la Confédération. En 1920, alors que son absence de diplôme universitaire lui est reprochée par certaines élèves, le comité directeur met en place une direction bicéphale, administrative d'une part – qui lui est confiée –, pédagogique de l'autre, confiée au juge Charles Muller. A la démission de ce dernier en 1921, le comité nomme Marguerite Beck. La cohabitation entre les deux directrices prend fin en 1922 avec la démission de Marie Walter.

Fondation de l'association et débuts précaires

Le 23 mars 1918, l'association Société de l'école suisse d'études sociales pour femmes se constitue dans les locaux de l'Institut Jean-Jacques Rousseau. Le comité directeur de l'école est élu. Composé de quatorze membres, il place Hans Töndury à la présidence. L'une des premières missions du comité de direction est de recruter la directrice de l'école. Le choix se porte initialement sur Mademoiselle Senglet, qui démissionnera rapidement pour raisons de santé. Marie Walter, membre du comité directeur, propose ses services afin d'assurer l'intérim. Elle restera quatre ans aux commandes de l'école.

Un autre enjeu de taille a trait à la «propagande» visant à faire connaître l'école, non seulement en Suisse romande mais également en Suisse alémanique. L'objectif est d'attirer suffisamment d'élèves – terme préféré à celui d'étudiantes, réservé à l'université, visant à rappeler la distinction entre les deux voies d'enseignement. A cet effet, et malgré la situation financière précaire de l'école, d'importantes dépenses sont consenties par Hans Töndury pour éditer des supports de promotion, en français et en allemand, et les diffuser largement. Cette question sera d'ailleurs à la source d'un conflit entre Hans Töndury et Emilie Gourd, lequel mènera à la démission de cette dernière en novembre 1918.

Le 6 mai 1918 se tient une réunion d'information destinée aux jeunes filles intéressées à suivre une formation d'études sociales. Seules six

personnes s'y présentent, dont quatre songent à s'inscrire en tant qu'élèves régulières. Le comité directeur décide de reporter le début des cours, dans l'attente de recevoir des candidatures supplémentaires. Le 22 octobre de la même année, l'école ouvre officiellement ses portes. Les cours débutent le lendemain.

Enseignements initiaux

Le 23 octobre 1918, les cours débutent au Palais de l'Athénée, premiers locaux de l'école. Sur le plan de l'enseignement, la visée est double: d'une part, donner aux femmes se destinant à une carrière sociale une instruction professionnelle et, d'autre part, offrir à un public féminin plus large des cours complémentaires.



Premier programme des cours édité par l'école

Préparation aux carrières sociales

L'instruction professionnelle prévoit initialement six sections conduisant à un diplôme: protection de l'enfance, activités sociales, correspondantes-secrétaires-bibliothécaires-libraires, direction d'établissement sanitaire, économie hôtelière et enseignement ménager et professionnel féminin. Ces sections font écho aux quatre catégories de professions listées par Töndury dans son opuscule. A leur lecture, on saisit que la conception initiale de l'acception «études sociales» était bien plus étendue qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Après quelques années de tâtonnement, seules quatre sections conduisant à un diplôme professionnel perdureront (assistantes sociales, direction d'établissement hospitalier, secrétaires d'institutions sociales et bibliothécaires-secrétaires). S'ajoutent des cours spéciaux (infirmières-visiteuses, technique du secrétariat, économie domestique) ainsi qu'un diplôme de gouvernante de maison mené dans le cadre du Foyer de l'école mis en place par Marie Walter. A noter que la section bibliothécaires-secrétaires donnera lieu, en 1948, à la création de l'École des bibliothécaires, laquelle rejoindra la Haute école de gestion de Genève en 1998. En outre, aux cours organisés à l'interne, s'ajoutent ceux proposés par les institutions collaborant avec l'école, telles que l'Université de Genève, l'Institut Jean-Jacques Rousseau et celui des ministères féminins.

La première année du cursus est constituée d'un tronc commun compilant des cours de droit, de

sociologie, d'économie et de comptabilité, d'hygiène ainsi que de communication et d'expression. La seconde année est, quant à elle, composée de cours spécifiques portant notamment sur la psychologie, l'éducation et la santé.

Les exigences pour l'obtention du diplôme sont d'emblée posées: pour se présenter aux examens finaux, il est nécessaire d'avoir suivi deux ans de cours en tant qu'élèves régulières, de faire état d'un stage pratique d'un an au sein d'une œuvre sociale et de rédiger, au terme des études, un travail de diplôme portant sur un problème social d'intérêt public. En cas d'interruption du cursus à la fin de la première année, l'élève pourra prétendre à un certificat d'études.

Cours complémentaires

Le but des cours complémentaires est d'offrir aux jeunes filles sortant de la scolarité secondaire un complément d'instruction aux points de vue économique, juridique et social. Portant sur la famille et son rapport à la société, l'économie et la civilisation, ainsi que sur la position et le travail de la femme dans la famille, cette préparation morale visait à aider les jeunes filles à faire leur place dans la famille et la société. Les conditions d'accès aux cours complémentaires sont plus flexibles et leur durée est relativement courte; leur contenu équivaut aux deux premiers semestres des sections professionnelles.

«La femme [...], tout en réclamant plus de droits et plus de liberté, réclame en même temps le travail en commun dans la vie publique et la faculté de prendre part à l'établissement d'une société plus belle.»

[Töndury, 1918, p. 12]

Elèves de l'École d'études sociales (ca 1922-1926)



Elèves pionnières

La première volée de candidates, qui débute les cours le 23 octobre 1918, compte dans ses rangs vingt-sept élèves régulières et quatorze auditrices. Il est malheureusement impossible de dresser une sociologie détaillée des premières élèves ayant fréquenté l'école, les dossiers personnels des anciennes élèves ayant été détruits. Les informations disponibles sur les cent quinze candidates reçues entre 1928 et 1942 permettent toutefois d'établir un profil qui, a posteriori, peut être étendu aux élèves pionnières. Parmi celles-ci, on note une majorité de jeunes filles de moins de 21 ans ayant suivi des études dans une école supérieure. Parmi elles, 84% sont de confession protestante, 9% sont catholiques et 4% israélites.

La plus grande partie a grandi dans un milieu favorisé, fait peu surprenant compte tenu du niveau élevé des taxes d'études.

A l'exception de l'année 1918-1919, les statistiques disponibles indiquent que, dès la rentrée 1919, l'objectif de Töndury d'accueillir un grand nombre d'élèves de Suisse alémanique est rempli. Sur la période 1919-1938, en moyenne, 38% d'élèves viennent de cette région. De même, la proportion d'élèves ne venant pas de Genève – confédérées et étrangères – est, en moyenne, de 69% entre 1919 et 1945.

En 1920, on dénombre onze élèves ayant achevé leurs études théoriques de deux ans: huit au sein de la section «activités sociales» et trois dans

la section «bibliothécaires-secrétaires». Parmi elles, seules trois obtiendront leur diplôme après avoir mené un stage pratique d'un an.

Les statuts de l'école ne font aucunement mention de la place des hommes en tant qu'élèves. Toutefois, le comité directeur devra, dès 1919, prendre position sur la situation d'un homme fréquentant la section des bibliothécaires, seule école du genre en Suisse. Il lui accordera le statut d'élève régulier aux cours théoriques, sans pour autant lui donner accès au stage pratique nécessaire à l'obtention du diplôme professionnel. Pendant de nombreuses années, la section des bibliothécaires restera la seule à accepter des hommes. Ce n'est qu'en 1938 que la mention «pour femmes» sera supprimée du nom de l'école, sur décision du comité de direction.

Origines et résonances

Un siècle après la création de l'École d'études sociales, un regard sur les ambitions initiales permet de mesurer le chemin parcouru, mais nous rappelle aussi le cap à maintenir pour les années à venir: défendre la place des femmes dans le monde professionnel, la spécificité d'une école de travail social dans la formation supérieure et l'ancrage de la Haute école de travail social (HETS) de Genève dans son réseau de proximité, national et international.

Postface

Et maintenant, quels nouveaux défis ?

Le beau jubilé des 100 ans de la HETS coïncide avec le processus de révision des plans d'étude de la formation de base. Belle occasion de faire le point et de se pencher sur les défis qu'affronte aujourd'hui l'action sociale.

D'abord, en 100 ans, le travail social s'est largement affranchi des allégeances – religieuses, de genre, de milieu social, voire d'idéologie politique – qui formaient son cadre normatif initial. En même temps, il est devenu un rouage indispensable au fonctionnement de sociétés caractérisées plutôt par la succession de déséquilibres que par l'harmonie. Il doit en conséquence repenser et construire lui-même son cadre éthique pour n'être pas un simple emplâtre sur des maux sociaux, mais concourir aussi à l'«empowerment» des personnes concernées et à un développement social équitable.

Ensuite, les «compétences métier» nécessaires à l'intervention sociale se sont diversifiées et complexifiées, s'agissant aussi bien de l'étiologie des pathologies sociales – leurs causes – que de leurs modes de prise en charge. Il est indispensable d'acquérir ces compétences, et cela explique les étagements progressifs de l'apprentissage: bachelor, master et bientôt doctorat. C'est par ces compétences métier que le travail social affirmera le mieux son autonomie, sera le moins

dépendant des pouvoirs tout en pouvant – c’est indispensable – dialoguer avec eux: l’affirmation abstraite de valeurs – liberté, respect, etc. – n’y suffit pas.

Troisièmement, dans chacun des secteurs de l’intervention sociale – qu’il s’agisse d’intégration, d’addiction, de violence, de précarité, etc. –, il est progressivement apparu que trois niveaux de compréhension et d’action sont systématiquement imbriqués: l’individuel, le relationnel et le collectif, ce qui plaide pour une formation faisant une large place à l’interdisciplinarité. D’autant que, dans ses pratiques quotidiennes, l’intervenant social sera fréquemment en interaction avec les services médicaux, juridiques, psychologiques, etc.: la compréhension mutuelle et l’aptitude à la coopération sont alors des éléments essentiels de succès. La formation doit permettre de s’ouvrir à l’autre, d’agir avec lui.

Enfin, en raison des migrations notamment, les populations concernées par l’action sociale se sont diversifiées. Or chaque culture porte avec elle sa définition du bien, de la bonne santé, ses codes d’honneur, sa vision des rôles féminins et masculins. Comment, alors, respecter ces identités culturelles sans sacrifier des valeurs – telles celles des droits humains – qui nous sont essentielles? L’apprentissage des métiers du travail social passe aujourd’hui par la gestion de cette tension.

Voilà quatre défis fondamentaux aujourd’hui. Puisse alors la célébration de ce magnifique centenaire de la HETS permettre de mettre en lumière et d’approfondir ces enjeux, ces tensions, pour en faire un outil de construction d’une action sociale libératrice.

Jean Kellerhalls, Professeur honoraire de l’Université de Genève. Président du Conseil académique de la HETS de Genève.

Texte rédigé sur la base des recherches historiques de Didier Cattin:

Les trente premières années de l’Ecole d’études sociales pour femmes de Genève (1918-1948): éléments d’une histoire. Mémoire de licence en Sciences de l’éducation, Université de Genève, 2008;

Une école de son temps. Un siècle de formation sociale à Genève, Editions ies, Genève, à paraître en 2019;

et à partir de la brochure d’Hans Töndury, *L’Ecole suisse d’études sociales pour femmes,* Imprimerie Sonar, Genève, 1918.

| | |
|-------------------------|--|
| Rédaction | Christine Bitz, swisstain |
| Coordination éditoriale | Stéphanie Fretz, Editions ies, HETS-Genève |
| Relecture | Alexandra Rihs |
| Mise en page | Claire Goodyear |
| Impression | Prestige graphique, Genève |

© 2018, Haute école de travail social, Genève
Tous droits de traduction, d’adaptation et de reproduction d’un extrait quelconque de cette publication, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous les pays.

Dépôt légal, octobre 2018

Editions ies
Haute école de travail social,
Genève
editions.hets@hesge.ch
www.hesge.ch/hets/
editions-ies

h e t s
Haute école de travail social
Genève

100 ans
HETS



Hes·SO GENÈVE
Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale